

M. Evans a développé cette idée à la Conférence post-ministérielle (CPM) de l'ANASE de 1990. À cette occasion, les partisans de l'initiative ont parlé de «DSAP» (Dialogue sur la sécurité en Asie-Pacifique), mais ses opposants, bien plus nombreux, se sont empressés de la surnommer «CSCA» (Conférence sur la sécurité et la coopération en Asie). La plupart des Asiatiques ont réagi amèrement - souvent par la voix des médias et dans les symposiums internationaux - à cette suggestion apparente qu'un modèle de sécurité conçu tout particulièrement pour l'Europe, c.-à-d. la CSCE, pouvait s'appliquer à l'Asie-Pacifique. Au niveau officiel, l'idée australienne était généralement critiquée, surtout au Japon et aux États-Unis.

Tokyo désapprouvait la formule CSCA parce qu'à son sens, elle conférerait à l'Union soviétique une respectabilité régionale sans l'obliger au préalable à réduire ses forces en Extrême-Orient et risquait de l'avantager dans les négociations préparatoires aux visites prévues de MM. Chevardnadzé et Gorbatchev au Japon. L'antipathie manifestée par les Japonais reposait sur leur conviction que l'URSS profiterait de l'appui accordé à un dialogue sur la sécurité régionale pour porter sur une scène multilatérale le différend frontalier non résolu qui oppose les deux pays.<sup>14</sup>

Washington rejetait également l'idée d'une CSCA. Les Américains ne voyaient aucune raison, alors que l'influence soviétique faiblissait en Asie-Pacifique, de remplacer les alliances militaires bilatérales dans lesquelles ils étaient maîtres - formule qui avait fait ses preuves -, par une instance multilatérale mal définie au sein de laquelle leur influence se diluerait forcément. «Si cela fonctionne, pas besoin de réparations», tel devenait la maxime des décideurs américains.

Pour toute réponse, les Australiens ont élargi leur initiative, à la fois pour la différencier du modèle de la CSCE et des propositions formulées antérieurement par les Soviétiques. (Ils ont aussi essayé de dissocier l'Australie du terme «CSCA», allant parfois jusqu'à réfuter l'authenticité du gros titre de l'International Herald Tribune. Un argument plus convaincant a été employé; à savoir : les références initiales à la valeur des principes directeurs de la CSCE ont été mal interprétées si on y a vu une suggestion d'appliquer telle quelle l'expérience européenne à l'Asie-Pacifique.)

Au printemps de 1991, le Premier ministre Hawke a expliqué comme suit la politique australienne quant à la sécurité régionale, redéfinie après l'opposition américaine et asiatique :

«La sécurité de l'Australie nécessite une politique dynamique qui va au-delà des secteurs militaires et stratégiques et passe par

---

<sup>14</sup> Voir Stewart Henderson, «Le différend frontalier entre le Japon et la Russie», Groupe de la planification des politiques, Document n° 92/4, Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, mai 1992.